

Le fret ferroviaire teste le convoiturage

LOGISTIQUE Un projet pilote est lancé dans les zonings de Mons et du Centre

► Un accord-cadre autorise la création des OFP, les opérateurs ferroviaires de proximité.

► Leur mission ?

Organiser le convoiturage de marchandises par train de plusieurs entreprises d'une même zone.

Trop coûteux, pas assez qualitatif ni flexible... le transport de marchandises par train n'a pas la cote auprès des entreprises et cela, même si celles-ci disposent de lignes ferroviaires de proximité. Et pourtant, pour des industries du secteur de la chimie ou de la sidérurgie, ce mode de transport reste idéal notamment pour les produits dangereux. Ainsi, en Hainaut, quatre « poches » d'activités ferroviaires industrielles sont toujours efficaces sur le territoire de l'IDEA, l'intercommunale de développement économique de la région de Mons et du Centre (La Louvière). Le train est toujours utilisé pour le transport de fret dans les zonings de Tertre (Yara), de La Louvière (NMLK), Feluy (Total) et Obourg (Holcim). « 2,7 millions de tonnes de marchandises sont transportées annuellement par le train, soit 23 % du fret ferroviaire wallon », explique Caroline Decamps, directrice générale de l'IDEA.

Pas étonnant dès lors que ce territoire du « Cœur du Hainaut » soit à la base du projet pilote visant la redynamisation du fret ferroviaire et la création du



L'OPF, l'opérateur ferroviaire de proximité en Wallonie sera, en quelque sorte, l'organisateur du convoiturage de marchandises par train.

© BELGAIMAGE

premier OFP, opérateur ferroviaire de proximité en Wallonie. L'OFP qui sera, en quelque sorte, l'organisateur du convoiturage de marchandises par train, à l'échelle - dans un premier temps - du territoire de l'IDEA. « Ses missions sont multiples mais la principale sera de rassembler les flux de différentes entreprises intéressées », explique Mathieu Nicaise, expert en transport ferroviaire. Son objectif

est de remplir les trains au maximum pour abaisser les coûts et offrir un transport qui soit compétitif et performant pour les chargeurs. Le transport ferroviaire est rentable sur les longues distances, pas sur les très courtes. L'OFP visera les distances intermédiaires qui se situent dans un rayon de 250km autour des entreprises. » L'OFP assurera aussi tout le volet local de l'activité notamment les tractions, les ma-

nœuvres tant sur le réseau public d'Infrabel que dans des sites industriels ou des plateformes trimodales. « Les études préalables au projet ont montré que les chargeurs étaient demandeurs d'un service logistique complet avec des prestations connexes comme l'entretien des wagons par exemple. Un rôle que devra remplir l'OFP », explique encore Caroline Decamps.

Un nouveau métier à créer

Reste à présent à concrétiser cet OFP. Car ce rôle, ce métier n'existe pas encore en Wallonie. Pour encadrer cette création, l'IDEA a rédigé un cahier des charges précis qui vient d'être soumis à un appel à projets. Un accord-cadre a été ratifié ce vendredi par la ministre fédérale des Transports, Jacqueline Galant, et le ministre wallon de la Mobilité, Carlo Di Antonio, auxquels

UN ABAISSEUR DE COÛTS

Un modèle US

Le concept d'OFP est courant aux États-Unis et en Allemagne où l'on compte 67 entreprises ferroviaires assimilables à des OFP. Il émerge aussi doucement en France où l'on compte une douzaine d'OFP actifs et de nombreux projets. « Un OFP, c'est certes un abaisseur de coût mais c'est avant tout un remplisseur de trains, un organisateur local de trafic », souligne la plateforme d'OFP françaises.

se sont jointes différentes institutions (Infrabel, SPW, PACO...) mais aussi des entreprises comme Total, Duferco, Holcim ou encore H&M. L'objectif est de fédérer tous les acteurs du secteur pour permettre au projet d'émerger. Mais l'OFP sera une initiative privée, portée par une PME ferroviaire qui exercera cette activité nouvelle « à ses risques et périls ». « Cet OFP bénéficiera d'un appui temporaire comme n'importe quelle autre entreprise qui fait appel à l'IDEA, précise Caroline Decamps. Mais il développera son activité dans une pleine autonomie entrepreneuriale et financière. »

Reste une question : qui répondra à l'appel à projets et prendra le risque de créer cet OFP ? En Flandre, la société Trivizor (2,2 millions de CA annuel) a quasiment le monopole dans ce secteur. Son CEO, Alex Van Breedam, s'est déjà présenté comme candidat à l'initiative wallonne... ■

SANDRA DURIEUX



DOMINIQUE BERNIS

LE BILLET

QUATRE MOIS POUR CHANGER L'EUROPE ? COURAGE, M. TSIPRAS

La crise humanitaire, quelle crise humanitaire ? Visiblement, à l'Eurogroupe, il y a des mots qui ne sont pas dans le dico. Tout au plus les « partenaires européens » n'ont-ils pas mis leur veto aux mesures sociales du gouvernement Tsipras - à condition qu'il trouve à les financer. Mais les grands Argentiers de l'euro n'alliaient pas reconnaître les « dégâts collatéraux » des coupes claires dans les budgets, imposées au prétexte d'un « sauvetage » qui a échoué dans ses dimensions économiques et financières. Si ? Soyons sérieux. Vous les voyez avouer que les « plans d'aide » ont lésté la Grèce d'une dette qu'elle ne pourra jamais rembourser ? Ce serait admettre s'être comporté en banquier véreux - celui qui a prêté toujours plus au débiteur surendetté pour cacher les erreurs passées. Et avoir, en catimini, socialisé les pertes (futures) pour sauver les grandes banques, surtout françaises et allemandes, qui avaient prêté inconsidérément à l'État grec. Cette réalité, Alexis Tsipras et Yanis Varoufakis - « Je suis le ministre des Finances d'un pays en faillite » - l'ont dite et répétée. Et vous voudriez qu'ils aient été accueillis à bras ouverts ? Les « partenaires » y ont opposé une autre « réalité », celle des rapports de forces, y entraînant la Banque centrale européenne,

institution politiquement irresponsable qui, pour cette raison, aurait dû s'abstenir. Pourtant, le nouveau Premier ministre grec et son ministre des Finances n'ont pas capitulé en rase campagne. Certes, ils ont cédé beaucoup - inévitable, quand votre « main » est faible et que vous ne pouvez pas (menacer sérieusement de) « renverser la table ». La sortie de l'euro n'était pas une option politique pour le gouvernement Tsipras ; ni sans doute une option économique crédible. Le nouveau pouvoir à Athènes ne reviendra pas sur les privatisations déjà actées. La belle affaire... il n'en avait pas les moyens. Mais il s'opposera à la grande braderie des bijoux de famille - ce qui, jusqu'ici, ne préoccupait guère les créanciers. Sur les objectifs (irréalistes) de solde budgétaire primaire (hors charge d'intérêt), Alexis Tsipras n'a obtenu que la promesse qu'il soit tenu compte, cette année, de la situation économique. C'est peu ? Un espace de négociations s'ouvre, avec la perspective, pour Yanis Varoufakis, de dégager une marge de manœuvre pour desserrer l'étoupe de l'austérité. Vrai : le nouveau gouvernement grec a accepté de ne prendre aucune « mesure unilatérale » durant les quatre prochains mois. Et, si Alexis Tsipras réaffirme son intention d'augmenter le salaire minimum, il ne précise pas le « quand » ni le « combien ». Le premier pas vers la « normalisation » du nouveau gouvernement grec ? Certains l'espèrent. Tsipras

a cédé, il cédera encore, non ? Alexis Tsipras avait besoin de temps ; et donc d'une extension temporaire des facilités de prêts. Ses créanciers ne la lui auraient jamais accordée sans condition. Il lui fallait jouer sur un terrain qu'il n'avait pas choisi pour tenter de changer les règles à l'aune desquelles on évalue les programmes et les réformes en Grèce - et ailleurs en Europe. En plaçant en haut de la liste la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales et la corruption, Alexis Tsipras a pris « les institutions » (c'est ainsi qu'on nomme désormais la Troïka) à leurs propres contradictions - elles qui avaient privilégié les mesures les plus brutales, les plus antisociales et les moins « structurelles » : tailler dans les effectifs et les salaires de la fonction publique, dans les budgets, notamment sociaux. En obtenant que la réforme du marché du travail, exigée par la Troïka, puisse être renégociée, le Premier ministre grec la joue plutôt bien : il annonce qu'il y associera l'Organisation internationale du travail, qui, elle, n'a pas fait son deuil d'un certain idéal social. Quatre mois, ce n'est pas rien. Mais la possibilité de négocier un nouveau « programme de réformes » axé, cette fois, sur la redynamisation de l'économie et sur le remilage du tissu industriel - et partant, sur la capacité future de la Grèce à rembourser (en partie) sa dette et à assurer le bien-être de ses citoyens. Quatre mois, ce n'est pas rien, c'est juste un début...

LES BRÈVES

Le projet Nemo progresse

Elia (gestionnaire du réseau de transport d'électricité en Belgique) et son homologue britannique National Grid ont signé un accord de joint-venture pour la construction de Nemo Link, la première interconnexion électrique entre les deux pays. De 140 kilomètres de long, l'interconnexion offrira une capacité de 1.000 MW. Un montant significatif quand on sait que les capacités d'interconnexion belges sont aujourd'hui de 3.500 MW. Nemo reliera la ville côtière de Richborough, dans le Kent, à Herdersbrug, près de Zeebrugge. L'étude technique et la préparation du site devraient commencer en 2015. L'exploitation commerciale de Nemo est prévue pour 2019. (b.)

HORECA

Caisse blanche : tolérance jusqu'au 30 avril pour l'enregistrement

A peine 14.000 commerces horeca sont officiellement équipés d'une caisse blanche, soit moins d'un tiers des quelque 40.000 commerces qui devraient s'être enregistrés pour ce samedi, mais une tolérance administrative sera appliquée dans certains cas jusqu'au 30 avril, ont annoncé vendredi les secrétaires d'État en charge de la Lutte contre la fraude sociale, Bart Tommelein et Elke Sleurs. (b.)

INDUSTRIE

Revenus stables pour Bekaert en 2014

Le groupe Bekaert, spécialisé dans la transformation de métaux et matériaux, a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 3,2 milliards d'euros en 2014 (+0,9%) et un chiffre d'affaires global de 4 milliards d'euros (-1,7%), indique le groupe vendredi dans un communiqué. L'EBITDA (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement) a atteint 342 millions d'euros contre 297 millions en 2013. Le conseil d'administration proposera à l'assem-

blée générale des actionnaires un dividende brut de 0,85 euro par action, inchangé par rapport à l'année dernière.

AÉRONAUTIQUE

Airbus : bénéfice net 2014 en progression de 59%



Le constructeur aéronautique Airbus Group a vu son bénéfice net bondir de 59% en 2014 et anticipe une nouvelle progression de ses revenus et de ses performances opérationnelles cette année. L'an dernier, Airbus Group a dégagé un bénéfice net de 2,34 milliards d'euros, qui aurait pu être meilleur encore s'il n'avait dû passer une provision de 551 millions d'euros pour prendre en compte les nouveaux retards de son programme d'avion de transport militaire A400M (photo). Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 5% à 60,7 milliards d'euros, atteignant ainsi un « niveau record », selon un commu-

niqué publié vendredi. (afp)

MÉDIAS

Corelio : bénéfice net consolidé d'1,8 million d'euros

Le groupe de presse Corelio a terminé l'année 2014 sur un bénéfice net consolidé d'1,8 million d'euros et un EBITDA (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement) récurrent de 37,6 millions d'euros. Les résultats 2014 ont été largement influencés par les coûts ponctuels de la restructuration ainsi que par le bénéfice de la vente des Editions de l'Avenir, indique Corelio vendredi.

EMPLOI

Doosan : 313 emplois seront perdus

Les alternatives proposées en front commun par les syndicats de l'entreprise coréenne Doosan à Frameries n'ont pas été retenues par la direction qui reste fidèle à sa volonté de délocaliser la production des excavatrices en Corée. La direction a conclu unilatéralement vendredi la phase 1 de la procédure Renault. L'heure est à la négociation du volet social pour 313 travailleurs. (b.)

TECHNOLOGIES

Xavier Dammann quitte Storify

C'est sur son fil « twitter » que le fondateur de la société de contenus digitaux Storify a annoncé qu'il tournait la page. Le jeune entrepreneur entend désormais se consacrer à son projet open source TipBox, une application qui fera la part belle aux journalistes puisqu'elle leur permettra de recevoir des e-mails informatifs anonymes et cryptés. Depuis son lancement en 2010, le succès de Storify ne s'était jamais démenti. (F.M.)